

👁️🗨️ Les États-Unis d'Israël

Spirit's FreeSpeech



Par [Scott Ritter](#), le 3 août 2026

Lorsque je me rendais régulièrement en Israël, entre le milieu et la fin des années 1990, dans le

cadre de mes fonctions au sein des Nations Unies, j'ai toujours été frappé par la façon dont de nombreux Israéliens s'identifient étroitement aux États-Unis. Lors des fêtes nationales, de nombreux automobilistes israéliens arboraient deux petits drapeaux en plastique aux vitres de leur voiture : l'un représentant l'étoile de David bleue et blanche, l'autre le drapeau américain. *"Nous nous considérons comme une petite Amérique"*, m'expliquait mon hôte israélien lorsque je lui faisais remarquer cette particularité.

Mais la réalité était bien différente.

Les Israéliens ont comploté dans le dos de leurs homologues américains, et les services du renseignement et de sécurité américains ont toujours perçu Israël comme une menace pour la sécurité nationale des États-Unis.

Je le sais, car j'ai été pris au piège de cette dynamique de pouvoir et ai fini par être accusé par le gouvernement américain d'espionnage au profit d'Israël. Les accusations ont finalement été abandonnées, jugées infondées et motivées par des considérations politiques, mais le sentiment qui sous-tendait ces accusations était bien réel : une part importante des instances américaines chargées de la défense, du renseignement et de la sécurité considérait Israël comme une menace.

Car Israël était bien une menace.

Cela ne signifie pas pour autant que les États-Unis et Israël ne collaboraient pas et ne coopéraient pas : pendant mon séjour en Israël, les hôtels regorgeaient d'agents de la CIA, d'officiers de l'armée américaine et de diplomates du Département d'État en mission officielle.

Mais une *"muraille de Chine"* séparait les États-Unis et Israël, et les interactions étaient régies par des protocoles stricts qui maintenaient constamment cette muraille en place.

Après avoir quitté les Nations unies, j'ai travaillé quelque temps comme analyste à l'antenne pour *NBC News*.

J'ai également signé un contrat avec une agence de conférenciers new-yorkaise, Greater Talent Network (GTN).

Et ce sont ces deux expériences qui m'ont fait prendre conscience du degré d'infiltration des intérêts pro-israéliens dans tous les aspects des médias américains et de la gestion de l'information.

J'ai été approché à plusieurs reprises par des producteurs de *NBC* qui me remettaient leurs cartes de visite — non pas celles de *NBC*, mais plutôt leurs cartes de l'AIPAC (l'American Israeli Public Affairs Committee, véritable façade du gouvernement israélien).

GTN m'a mis directement en relation avec l'AIPAC, ainsi qu'avec ses entités affiliées bien implantées dans le milieu universitaire américain et le secteur des think tanks.

Grâce à ces réseaux, j'ai été introduit dans un monde secret de relations en coulisses avec le Congrès américain, où l'AIPAC tirait les ficelles pour le compte de sénateurs et de représentants influents, et où les collaborateurs du Sénat et de la Chambre des représentants collaboraient ouvertement avec des employés de diverses agences gouvernementales américaines pour définir les politiques.

Paul Wolfowitz, à l'époque doyen de la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies (SAIS) de l'université Johns Hopkins, m'a proposé une somme considérable si j'acceptais de rejoindre l'équipe.

Tout ce que j'avais à faire, c'était adhérer à l'idée que Saddam Hussein possédait des armes de destruction massive.

J'ai décliné l'offre de Wolfowitz et j'ai pris mes distances avec la cabale de l'AIPAC.

Malheureusement, les représentants élus des États-Unis n'ont pas fait preuve d'une telle clarté morale ni d'une telle loyauté envers la République qu'ils sont censés servir.

Nous vivons à une époque où le Premier ministre israélien se vante ouvertement d'avoir acheté le Congrès américain.

Où l'AIPAC se vante d'avoir dépensé 100 millions de dollars pour y parvenir.

Où des agents pro-israéliens ont dépensé 30 millions de dollars pour évincer Thomas Massie du Congrès américain parce qu'il a osé contester la cession de la souveraineté américaine à Israël.

Où le secrétaire d'État américain a ouvertement déclaré que critiquer Israël constitue un motif de refus de visa pour entrer aux États-Unis.

Où des politiciens israéliens prônent ouvertement la répression de la liberté d'expression en Amérique.

Et où la "*muraille de Chine*" qui préservait les intérêts américains des Israéliens sera bientôt supprimée par un Congrès complaisant, tandis que les médias mainstream, qui ont depuis longtemps renoncé à leur indépendance et à leur intégrité au profit des intérêts israéliens, gardent le silence.

Le document de capitulation marquant la reddition de la République constitutionnelle anciennement connue sous le nom d'États-Unis d'Amérique au profit d'une nouvelle entité que l'on pourrait plus justement qualifier d'États-Unis d'Israël est la loi de 2027 sur l'autorisation de la défense nationale (NDAA), en particulier l'article 219 de la version de la Chambre des représentants et l'article 1217 de celle du Sénat.

Les dispositions 219/1217 chargent le secrétaire à la Défense de désigner un agent exécutif (EA) chargé d'étendre et d'accélérer l'intégration plus profonde d'Israël au sein des institutions américaines. L'autorité de l'EA prévaudrait sur celle des autres responsables du ministère de la Défense, conformément à la directive 5101.01 du ministère de la Défense, ce qui signifie que l'EA serait en mesure de passer outre les décisions d'autres agences du ministère de la Défense, telles que l'Administration de la sécurité des technologies de défense (DTSA), concernant l'accès d'Israël aux technologies américaines. Ce nouvel EA mettrait fin au contrôle direct du Congrès, l'autorité de supervision revenant au secrétaire à la Défense. Il n'y aurait ni confirmation par le Congrès ni possibilité pour celui-ci de révoquer un agent exécutif.

En bref, ceci équivaut à une renonciation aux devoirs constitutionnels du Congrès au profit d'un agent nommé à des fins politiques par le pouvoir exécutif.

Ce n'est pas vraiment ce que les Pères fondateurs avaient à l'esprit lorsqu'ils ont rédigé la Constitution.

L'article 219/1217 intègre les programmes de recherche et développement américains et israéliens d'une manière qui rend les États-Unis dépendants des technologies spécifiques fournies par Israël, accordant ainsi à ce dernier un poids considérable sur la future politique et les infrastructures américaines, en entremêlant les chaînes d'approvisionnement de défense d'Israël et des États-Unis dans les secteurs gouvernemental, privé et universitaire, et en brouillant les frontières de l'intégrité territoriale et de la souveraineté politique.

L'article 219/1217 vise les processus de marchés publics et d'acquisition liés à la défense, de sorte qu'il sera impossible pour les futures administrations de dissocier les technologies ou accords israéliens des grands programmes d'approvisionnement de défense, prenant ainsi en otage les bureaux exécutifs des programmes et les responsables de programmes du Département de la Défense (DOD) pour qu'ils intègrent des technologies d'origine israélienne dans les systèmes

américains. Ces procédures rendront caduques les dispositions actuelles du “*Buy-America*” et donneront aux entreprises israéliennes accès à la propriété intellectuelle relative aux systèmes d’armement avec lesquels elles sont en concurrence directe.

L’article 219/1217 confère à l’EA le pouvoir de réaffecter les financements et les priorités du ministère de la Défense en privilégiant l’intégration d’Israël dans les structures de défense nationale des États-Unis. Il subordonne littéralement l’ensemble des aspects les plus sensibles de la défense américaine à Israël, hors du champ de contrôle du Congrès.

À l’heure où une majorité d’Américains prend conscience des crimes horribles commis par Israël contre le peuple palestinien, et du rôle joué par Israël pour entraîner les États-Unis dans des guerres permanentes au Moyen-Orient, la section 219/1217 liera définitivement les États-Unis à Israël, faisant du ministère américain de la Défense et, par extension, de l’ensemble du peuple américain, des complices de ces crimes.

Le projet du “*Grand Israël*”, qui vise l’expansion territoriale de l’État d’Israël au Moyen-Orient aux dépens de ses voisins, traverse de graves difficultés.

Israël lui-même traverse une crise existentielle en raison de son état de guerre permanent.

J’ai déjà écrit que [la relation entre Israël et les États-Unis s’apparente à celle d’un parasite vis-à-vis de son hôte](#).

L’article 219/1217 codifierait ce statut dans la loi.

Ce faisant, il détruirait la République constitutionnelle.

Le Congrès a des devoirs et des responsabilités spécifiques qui lui sont imposés par la Constitution.

Céder ces responsabilités à une nation étrangère ne fait pas partie de ces devoirs.

Si l’article 219/1217 est adopté, Israël se sera définitivement greffé à l’entreprise américaine.

À l’heure actuelle, nous sommes confrontés à un Congrès qui a envisagé de criminaliser la critique d’Israël.

Une telle mesure constitue bien sûr un affront à la notion même de liberté d’expression.

En confondant la sécurité israélienne et la sécurité américaine, comme ce sera le cas si l’article 219/1217 est adopté, la criminalisation inévitable des discours critiques à l’égard d’Israël a de beaux jours devant elle.

La NDAA de 2027 est le dernier bastion de l’Amérique.

Supprimons l’article 219/1217, et nous aurons une chance de survivre.

Si l’article 219/1217 est adopté, nous aurons perdu la République.

J’ai juré de défendre les États-Unis d’Amérique, une république constitutionnelle.

Je ne servirai jamais les États-Unis d’Israël.

Et quiconque se dit américain ne devrait pas non plus les servir.

Traduit par [Spirit of Free Speech](#)

Thanks for reading ★ Spirit Of Free Speech ! This post is public so feel free to share it.